

**RENTÉE SOLENNELLE**  
**DES**  
**FACULTÉS DE NANCY**



UNIVERSITÉ DE FRANCE. — ACADEMIE DE NANCY.

---

RENTÉE  
DES FACULTÉS

DE DROIT

DES SCIENCES

DES LETTRES

ET DE

L'ÉCOLE DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE

DE NANCY

Le 15 Novembre 1871



NANCY.

SORDILLET ET FILS, IMPRIMEURS DE L'ACADÉMIE

5, rue du Faubourg Stanislas, 5

—  
1871



---

---

# RAPPORT

DE

M. CH. BENOIT, DOYEN DE LA FACULTÉ DES LETTRES

---

MONSIEUR LE RECTEUR,  
MESSIEURS,

En reprenant la parole devant vous après une si longue interruption de notre vie universitaire, j'éprouve une émotion semblable à celle de l'exilé qui rentre dans son pays, un mélange de joie et de mélancolie à la vue de tant d'objets chers retrouvés, et des vides qu'a faits l'absence. M. Maggiolo, tout d'abord, nous quitte, après avoir exercé les fonctions de Recteur dans des jours difficiles, où il a montré, avec une expérience consommée des affaires, une ardeur au niveau de toutes les tâches, et au moment même où il s'efforçait de recueillir et de rendre à la patrie française tant de fonctionnaires de l'instruction publique proscrits par l'annexion. Que notre gratitude le suive dans sa retraite, où sa généreuse activité saura bien trouver le moyen d'être utile encore.

Son successeur, à peine arrivé d'hier, est déjà un des nôtres par le dévouement avec lequel il entre dans tous les intérêts de notre province académique. Mais sa première mission est surtout d'imprimer à nos Etablissements d'enseignement supérieur une

impulsion nouvelle, d'étendre et de fortifier leur influence. Le Gouvernement, qui veut essayer de reconstituer quelques Universités provinciales, en y concentrant comme en quelques foyers principaux toutes les ressources et toutes les forces du haut enseignement, et qui a senti que Nancy, dans la situation surtout que les derniers événements ont faite à la France, était la ville prédestinée à tenter la première cette fortune, ne pouvait pas choisir un homme plus autorisé que M. Dareste de la Chavanne, pour présider à cette organisation. — Pour le seconder, il trouvera en nous tous le concours le plus dévoué. Nous voulons, sous ses auspices, redoubler encore, s'il est possible, d'activité et de zèle, pour soutenir la fortune de notre Faculté, pour justifier la prédilection du Gouvernement, et pour entretenir et propager autour de nous l'ardeur sacrée des lettres.

Dans cette œuvre, malheureusement, l'un de nos plus utiles collaborateurs nous manquera, M. Eugène Benoist, notre savant professeur de littérature ancienne, dont vous avez pu apprécier la solidité et le zèle pendant les quatre années qu'il a passées parmi nous. Je croyais que Paris seul nous ravirait ce Maître, qui fait tant d'honneur à l'érudition française. Mais c'est la Provence qui nous l'a repris, la Provence, où il avait passé sa jeunesse, où il s'était marié, et qui n'y avait jamais renoncé entièrement. Quant à nous, nous perdons en lui à la fois un professeur de la plus grande autorité, en même temps qu'un collègue et un ami de l'esprit le plus ferme et le plus judicieux, du cœur le plus loyal et le plus droit. Le Ministre sait tout ce qu'il nous a fallu d'abnégation pour en faire le sacrifice ; je lui suis reconnaissant de tout ce qu'il a bien voulu tenter lui-même, pour nous conserver un collaborateur si précieux. — M. Campaux, appelé à le remplacer, n'aura qu'à reprendre les excellentes traditions de M. Eugène Benoist. Pour nous, ce nous est un précieux dédommagement de pouvoir en cette rencontre offrir l'hospitalité à l'un de nos frères exilés de Strasbourg. C'est à nous, dans ces grands

désastres, qui ont arraché à la France l'Alsace et une partie de notre Lorraine, c'est à nous qu'il appartient les premiers de recueillir ces naufragés. M. Campaux vient reprendre ici la chaire même qu'il occupait à la Faculté des lettres de Strasbourg, précédé de sa juste réputation d'homme de science et de talent. Il sera reçu parmi nous comme dans une famille de frères : puisse notre cordiale confraternité lui adoucir les tristesses de l'exil.

#### EXAMENS.

Vous savez, Messieurs, combien les événements de la guerre nous ont gênés depuis un an dans l'exercice de nos fonctions. Au mois d'août 1870, la session du baccalauréat s'était achevée au milieu du tumulte de l'invasion ennemie. La session ordinaire de novembre ne put s'ouvrir. Nos salles alors étaient occupées par l'ennemi, nos candidats pour la plupart sous les drapeaux. Ce n'est qu'à Pâques qu'il nous fut possible de reprendre nos fonctions. A la session d'examen que nous tinmes alors pour le baccalauréat ès-lettres, 58 candidats se hâtèrent d'accourir, sur lesquels 29 furent admis au grade, et 29 ajournés. Leur préparation avait souffert du trouble des temps. Mais, dès la session du mois d'août de cette année, les études semblaient avoir repris complètement leur train accoutumé. 239 candidats s'y présentaient à l'examen, et leur préparation ne demeurait pas trop au-dessous du niveau ordinaire. Et pourtant, combien la discipline des études n'avait-elle pas été déconcertée cette année, surtout en notre province livrée depuis un an à toutes les anxiétés et à toutes les misères d'une guerre désastreuse, alors que tous nos établissements publics ou privés d'éducation étaient transformés en casernes ou en ambulances, et que tant d'élèves s'empressaient de se dérober à la police ennemie pour se rendre à l'appel de la patrie en péril?

En songeant à tant d'obstacles et au trouble que jetaient en

outre dans les esprits les malheurs de la France, nous ne pouvons assez admirer avec quelle énergie maîtres et élèves ont lutté contre des circonstances si défavorables. Les études ont été reprises sans perdre un jour, une heure, dès que cela a été possible; en maints endroits la rentrée s'est faite au jour marqué, en dépit de toutes les difficultés; les classes se tenaient dans des Maisons encore encombrées de soldats. Là où la reprise des études avait été forcément ajournée, l'émulation a été d'autant plus ardente à réparer le temps perdu.

Dans ce témoignage d'estime, nous n'oublierons pas surtout nos braves enfants de l'Alsace, qui, après avoir à grand-peine achevé leur études à travers tant de difficultés et de douleurs, venaient vers nous, comme des exilés, pour nous demander encore, dans le diplôme de bachelier, comme un nouveau titre de citoyen français. Certes nous n'avons cru être que justes, en apportant la plus grande condescendance à l'égard de ces pauvres jeunes gens, auxquels toutes ressources avaient manqué pour terminer leurs études. Que nous aurions voulu les recevoir tous, ces enfants bien-aimés et déshérités de la France, qui venaient se réfugier entre ses bras!

Sur les 297 candidats, qui, en avril et en août, ont subi les épreuves du baccalauréat ès-lettres, 113 seulement ont été éliminés après les compositions, et 20 après l'épreuve orale; en

(1) SESSIONS	NOMBRE DES CANDIDATS	ÉLIMINÉS A		TOTAL	ADMIS				TOTAL
		l'épreuve écrite.	l'épreuve orale.		Très-bien	Bien	Assez bien	Passable	
Pas de session en novembre 1870.....	"	"	"	"					
D'Avril .....	58	24	3	29			6	23	29
D'Août .....	239	89	15	104		5	28	102	155
TOTAUX...	297	115	20	153		5	34	125	164



tout 133. — 164 au contraire ont été à divers titres admis au grade, à savoir :

5 avec la mention *bien* : MM. *Burdin de Péronne, Gardeil, Poincaré, Lombard* et *Küss* (Charles) le plus jeune fils de cet héroïque maire de Strasbourg, mort des blessures de la patrie ;

34 avec la mention *assez bien* ;

Et 125 avec la note *passablement* ;

En tout 164 (c'est-à-dire 55,2 pour 100).

En somme, grâce au zèle de nos enfants, pour faire en six mois une année d'études, la moisson n'a pas été trop inférieure ni en quantité, ni en qualité à celle des années précédentes. Vu les circonstances, nous devons donc nous tenir cette fois pour satisfaits. — Est-ce à dire qu'à l'avenir nous soyons disposés à nous contenter à ce prix ? Non, il faut que les études gagnent « en sérieux et en solidité. Car l'examen, qui nous en rend témoignage, laisse toujours fort à désirer.

Le *discours latin* (si l'on en excepte quelques compositions vraiment distinguées, pour ne considérer que la moyenne) continue à pécher autant par le fonds que par le style. On y sent trop des enfants, qui, pour avoir fait leurs études avant l'âge, n'en ont tiré, même au prix de bien du travail, qu'un résultat médiocre et ingrat. Leur esprit n'était pas au niveau de leur classe ; aussi le fruit de cette culture hâtive est-il chétif et sans saveur. C'est la pensée surtout, qui fait défaut dans leurs devoirs. De là ces amplifications stériles, où ils s'évertuent à développer un sujet sans idées, à déployer sur le vide les replis flottants d'une vague et sonore période ; habitude déplorable, que l'on ne saurait trop combattre ; car la déclamation n'est que trop déjà une des maladies de notre tempérament national. Ils donnent dans ce défaut, parce qu'ils n'ont du sujet nulle idée. Nous avons beau prendre la matière de ces compositions dans le courant le plus banal de l'antiquité classique. Nos écoliers semblent avoir renouvelé contre Rome le serment d'Annibal. Ils ont oublié

Rome et la Grèce, où ils avaient pourtant passé les meilleures années de leur jeunesse, sous le prétexte d'apprendre l'histoire contemporaine. Mais cette histoire (qu'il faut savoir sans doute) ne saurait suffire à des jeunes gens appelés aux carrières libérales. Je sais bien que, dans les classes antérieures, on leur a enseigné cette histoire ancienne que je regrette ; ils ont appris que le monde ne date pas de la Révolution française, ni même de Louis XIV. Mais comme cette histoire des temps antérieurs ne figure pas au programme des examens, et qu'on délaisse tout ce qui n'est pas consacré par cette sanction redoutable, elle n'a pas tardé à être reléguée dans les catacombes. Heureusement la *version latine*, et surtout la *dissertation de philosophie* nous permettent souvent de compenser l'insuffisance du *discours latin*. Quelques bons et vifs esprits, que paralyse l'obligation d'écrire en latin leurs pensées, faute d'avoir assez pratiqué cet utile exercice, se trouvent plus à l'aise en français ; et quand ils ont fait avec fruit leur classe de philosophie, ils parviennent souvent à racheter un peu par là l'incomplet de leurs études classiques.

Dans l'épreuve orale aussi, pour être franc, il faut signaler encore de regrettables lacunes. Les études grecques surtout continuent à décliner. Sans doute, on trouve encore des Maisons et des Maîtres, qui luttent vaillamment contre cette décadence. Mais le mal s'étend de plus en plus. On ne sait plus la grammaire, mais particulièrement on ne sait plus le sens des mots, depuis qu'on a déraciné le petit recueil des *Racines grecques* de l'usage de nos classes ; livre modeste, aux rimes étranges, et dont on s'est bien moqué, mais qui, sous une forme abrégée, mettait un dictionnaire presque complet dans la tête de nos enfants. Si l'on veut maintenir les études grecques dans notre éducation classique (et je crois que c'est indispensable, tant que la France voudra rester elle-même), il faut qu'on leur rende un fondement plus solide et une plus forte discipline. — Que dire

en outre de nos *auteurs français* ? Quelques œuvres de nos immortels écrivains sont au programme du baccalauréat. Mais le plus souvent on ne les a pas lus ; on s'est borné à en étudier quelque superficielle et sotte analyse. Nous nous demandons en vérité si nos élèves n'ont jamais appris à les comprendre et à les goûter dans leurs classes d'humanités, ou bien si l'attrait malsain des lectures frivoles leur a ôté le goût de ces nourrissantes et savoureuses lectures, où l'esprit s'élève et se fortifie.

En somme, l'examen continue à trahir chez beaucoup de nos enfants une éducation superficielle et hâtive. On sent trop aussi que maints candidats, après s'être longtemps négligés, se ravisent tardivement en vue du baccalauréat, comme si le diplôme était pour eux l'unique but des études. Quand ils arrivent en vue de l'épreuve, ils surchargent leur mémoire d'une science précipitée et indigeste, qui leur est du reste d'un mince secours. Car nous, dans l'examen, nous songeons bien plus à interroger l'intelligence du candidat que sa mémoire ; et il nous est facile de nous assurer si son savoir est artificiel et de la veille, ou s'il est le fruit et comme le dépôt lentement accru des années bien employées. Nous voudrions, qu'au lieu de tant se préoccuper du diplôme, nos enfants étudiassent avec un esprit plus sérieux, plus libre et plus désintéressé, pour le plaisir de savoir et d'accroître par leurs connaissances la valeur de leur intelligence et de leur âme.

Bien des fois déjà nous avons renouvelé nos plaintes à cet endroit. Aujourd'hui, au nom du patriotisme, nous vous demandons, jeunes gens, de redoubler à l'avenir, dans vos études, d'application et de zèle. C'est là une des choses que la France attend de vous pour sa régénération morale. C'est sur vos têtes que reposent ses destinées futures. Or, vous le savez, dans ses désastres inouïs l'ignorance frivole a une bonne part à réclamer. Nous instruire désormais plus solidement, apprendre pour savoir, pour mûrir et élever nos esprits et nos âmes par cette

généreuse discipline des études, et nous mettre ainsi au niveau de toutes les circonstances, de tous les efforts, de tous les besoins de la patrie, voilà notre première et plus urgente revanche.

*Licence.* — La guerre ayant supprimé en novembre 1870 la session d'examen pour la licence comme celle du baccalauréat, une seule session a eu lieu en juillet 1871, et dix candidats s'y sont présentés. C'est plus que nous n'espérions, après une pareille année. Sans doute, au plus fort de la guerre, pendant que nos salles étaient occupées par l'ennemi, nous avons trouvé le moyen de continuer chacun chez nous des conférences clandestines pour la préparation de la licence. Mais nous n'y réunissions que quelques disciples plus jeunes, qui ne pouvaient songer que de loin encore à l'examen. Les plus mûrs étaient pour la plupart dispersés au loin dans nos armées ; et ce n'est qu'à la paix qu'ils nous revenaient, les uns d'une laborieuse campagne, les autres de la captivité. Malgré ces circonstances contraires, nous avons pu, après l'examen, présenter cependant à la sanction du Ministre une liste de candidats au grade, qui ne le cédait en valeur à aucune des précédentes et promettait de bons maîtres à l'enseignement public. Sur les dix candidats qui se sont présentés, six ont été reçus *licenciés ès-lettres*. Ce sont Messieurs :

*Thirion*, ancien élève du lycée de Metz ;

*Dontenville*, élève de la Faculté ;

*Guyon*, maître-répétiteur au lycée de Nancy ;

*Riandey*, maître-répétiteur au lycée de Reims ;

*Antoine*, élève de la Faculté ;

*Dubreuil*, ancien élève du lycée de Metz.

Je regrette, dans ce nombre, de ne compter qu'un seul maître-répétiteur du lycée de Nancy et aucun élève de la Maison des Hautes-Etudes ecclésiastiques. Mais vous savez que cette maison n'a pu se rouvrir que bien tardivement à ses élèves dispersés : et à peine reprenait-elle ses études interrompues, qu'elle voyait

languir et mourir, peu de temps avant l'examen, l'élève qui devait lui faire le plus d'honneur, l'abbé Nicolas, ancien élève du séminaire de Verdun, où il devait bientôt retourner comme professeur. Grande perte pour son Evêque : car l'abbé Nicolas promettait un excellent maître d'humanités, d'une érudition solide, en même temps qu'un esprit distingué et une âme charmante et généreuse.

Nous souhaitons aussi qu'à l'avenir notre Lycée fasse à la licence une plus grande figure. Certes, cela avait été une idée excellente de M. Duruy, d'attacher à chaque grand lycée placé près d'une Faculté un corps de Maîtres-auxiliaires, qui s'y préparaient aux fonctions de l'enseignement, en y faisant l'apprentissage de la discipline scolastique, en même temps qu'ils poursuivraient leurs études sous notre direction. Mais, jusqu'à présent, cette institution si libérale n'a pas produit les fruits qu'on était en droit d'en attendre. A qui la faute ? Je ne sais. Je puis dire seulement, que ce n'est pas de notre côté que le zèle a fait défaut. Espérons que, par le concours, ce corps se recrutera à l'avenir d'une façon plus heureuse. Il importe, en effet, à l'Université, que cette école des maîtres-auxiliaires, qui jusqu'ici n'a presque existé qu'à titre d'essai, se consolide et grandisse : nulle institution ne fut plus opportune ; l'avenir de notre enseignement secondaire en dépend. Car, en dehors de l'Ecole normale supérieure, qui ne reçoit guère chaque année qu'une trentaine d'élèves pour les sciences et les lettres, où donc les autres jeunes gens qui se destinent à l'instruction, où donc ont-ils pu jusqu'ici chercher ailleurs une direction pour leurs études, une discipline pour leur travail ? Pourquoi donc les laisser sans ressources, quand l'Etat, dans chaque Faculté, a sous sa main tant de professeurs aussi zélés que savants ? Pourquoi ne pas détourner, au moins en partie, l'enseignement supérieur pour un emploi si rationnel et si nécessaire ? Partout où il y a une Faculté des Lettres et une Faculté des Sciences, l'Etat peut, pres-

que sans frais, ériger une succursale de l'École normale. L'essai est commencé. Que faut-il pour compléter l'institution ? Attirer à ces écoles l'élite de nos jeunes maîtres par des avantages certains, et surtout par une part de loisirs assurée pour leurs études ; élever alors par le concours les conditions d'admission, exiger d'eux ensuite que, pour remplir une fonction dans l'enseignement secondaire, ou pour se présenter à l'agrégation, ils justifient d'avoir participé pendant deux ou trois ans, d'une façon active, aux études d'une Faculté. Est-ce trop que de demander à des professeurs, qu'ils aient appris d'abord, et qu'ils sachent eux-mêmes ce qu'ils doivent enseigner ?

#### ENSEIGNEMENT.

Comme nos examens, nos cours devaient rester bien longtemps suspendus ! On campait ici. Les chaires restaient muettes ; l'auditoire était dispersé par l'orage : nos jeunes gens avaient couru, pour la plupart, à l'appel de la patrie. Vous-mêmes, qui n'aviez pu suivre vos fils sur les champs de bataille, votre cœur était trop plein de vos soucis et des douleurs de la France, pour pouvoir prêter une oreille libre à d'autres entretiens. Et nous, de notre côté, quand même l'on nous eût permis alors d'élever la voix, de quoi aurions-nous pu vous parler, obsédés par les alarmes journalières ? Est-ce que notre esprit, est-ce que notre cœur s'appartenaient dans ces alternatives cruelles d'espoir et de découragement, à travers cette tempête prolongée, où il semblait que la France, notre chère France, allait sombrer ? Toutes nos pensées étaient là où l'on combattait, où l'on mourait pour elle. Qu'il y ait des esprits calmes, impassibles, capables de s'abstraire et d'oublier dans le recueillement solitaire de leurs études les malheurs de leur pays, nous ne saurions, quant à nous, goûter cette égoïste quiétude qu'on appelle la vertu du sage. Nos âmes étaient en proie ; aussi, quand, après huit mois

d'angoisses et de silence, il nous fut donné de remonter enfin dans nos chaires, le premier besoin de notre cœur, en vous retrouvant autour de nous, fut de pleurer ensemble sur les malheurs de la patrie, mais non pas des larmes stériles ; nous échangeons nos tristes réflexions sur nos désastres, non pas pour nous abandonner au découragement, mais pour comprendre la leçon des événements et pour chercher, avec une résolution virile, à la fois les causes de nos malheurs et les éléments de notre régénération morale.

C'est à notre philosophe surtout, à M. de Margerie, qu'il appartenait de nous guider dans ce courageux examen de conscience. Nul ne pouvait y apporter un regard plus pénétrant et plus d'autorité. Cela a été l'objet de l'enseignement de son trimestre. Il nous a montré (avec quelle précision et quelle éloquence ? vous le savez) que, si les folies d'une politique aventureuse ont trop contribué à provoquer la catastrophe où nous avons failli périr, nous étions tous pour une grande part coupables des événements, et que notre désastre pouvait paraître logique. Nous nous étions trop laissés distraire par le bien-être d'une paix prolongée des devoirs et des vertus, qui peuvent seuls assurer la force et la grandeur d'un peuple. La jeunesse elle-même, légère, frivole, paresseuse pour tout effort, se montrait surtout tiède et sceptique à l'égard des grandes choses de la religion et de la patrie : elle aimait à prendre la vie comme une partie de plaisir, supprimant volontiers le travail et l'effort, et rêvant une carrière facile, la moisson sans avoir pris la peine de labourer et de semer. — Mais en signalant nos plaies morales avec une courageuse franchise, M. de Margerie nous en indiquait en même temps le remède. Quelque cruelle qu'ait été l'épreuve, il ne faut pas la regretter, si la France, à la lueur sinistre des événements, se retrouve ; et si, comprenant le sens du malheur, elle sait profiter du terrible enseignement que la Providence lui inflige. Déjà, aux jours de sa détresse, combien

ce noble et malheureux pays n'a-t-il pas fait éclater aux yeux du monde étonné d'héroïques efforts, d'énergie morale, de vertus chrétiennes, de dévouement, de charité ? O chère France, foyer sacré de tous les sentiments généreux, même en dépit de tes fautes, plus que jamais, à ce Cours de notre Collègue, j'apprenais à ne point désespérer de ton avenir. Sanglante, mutilée, humiliée par des désastres inouïs, déchirée même par les mains de fils parricides, je n'en garde pas moins un invincible espoir dans ta destinée. Dieu a besoin de toi pour ses desseins sur le monde. Si tu périssais, que deviendrait donc en effet la conscience morale du genre humain ? Qui donc protesterait encore au nom du droit contre la force ? En qui espéreraient les peuples opprimés ? Non, ton rôle n'est pas fini, et Dieu n'a pas brisé son meilleur instrument. C'est vers le ciel, que M. de Margerie ramenait nos regards, pour en faire redescendre la foi et l'espérance ; c'est au christianisme qu'il demandait surtout la lumière et la force, pour nous guider dans ces voies de la régénération qu'il nous ouvrait, et nous y soutenir. Enseignement généreux, inspiré par le plus ferme bon sens et le dévouement le plus ardent à la patrie. Ces leçons, auxquelles nous aurions voulu convoquer la ville entière ou plutôt toute la France, nous avons demandé du moins au professeur de les publier sans retard. Puisse ce livre chrétien et patriotique tout ensemble propager partout sa flamme, et enseigner à tous les esprits sérieux comment les nations, qui semblaient périr, peuvent ressusciter !

Je voudrais vous entretenir aussi, selon mon usage, des autres Cours qui se sont faits ici depuis Pâques. Mais je n'en ai plus le loisir. Je ne vous parlerai pas davantage du sujet de nos Cours pour cette année. Chacun de nous, dans sa leçon prochaine d'ouverture, saura, mieux que je ne le puis faire moi-même ici, vous retracer le cadre et l'esprit de son enseignement. Vous venez d'apprendre d'ailleurs, en écoutant M. l'Inspecteur général, combien le cadre de notre enseignement doit s'élargir et



quelles ressources inattendues notre Faculté sera en mesure d'offrir cette année à la population studieuse de notre ville. Le Ministre a voulu, en nous dotant de Chaires nouvelles, constituer ici une Faculté de premier ordre. Pussions-nous, de notre côté, répondre à sa généreuse attente, et justifier ce bienfait par un plein succès. Pour nous, nous y ferons nos efforts. Vous connaissez notre zèle. Depuis dix-sept ans que nous professons au milieu de vous, vous nous avez vus à l'œuvre. Mais nous ne pouvons rien sans vous. Il est nécessaire que vous répondiez à notre appel. Nancy a la réputation d'une ville intelligente, curieuse des choses de l'esprit, prédestinée entre toutes les villes de province à décentraliser la haute culture intellectuelle. C'est sur cette réputation que le Gouvernement en a voulu faire un foyer plus complet d'enseignement supérieur. Il faut remplir cette confiance. Notre honneur y est engagé.

C'est surtout à la jeunesse que je m'adresse ici. Un Allemand me demandait récemment, si tous les jeunes gens qui se destinent aux carrières libérales en France, n'étaient pas tenus de suivre les cours de la Faculté des Lettres. Je fus obligé de lui avouer qu'ils n'étaient astreints qu'aux inscriptions; que sans doute on pourrait exiger d'eux l'assiduité aux Cours, mais qu'on avait mieux aimé jusqu'ici les laisser libres, en espérant que le goût de l'étude, une naturelle curiosité, l'intérêt bien entendu de leur carrière suffiraient pour leur inspirer le désir de cette culture prolongée des Lettres. — Mais vous savez combien, en général, les faits ont mal répondu à cette espérance. Nos jeunes gens, même ceux auxquels ces Cours s'adressent de préférence, sont toujours trop rares autour de nos chaires. Nous voulons croire qu'à l'avenir, mûris par les événements, instruits par l'expérience de l'insuffisance de leurs études, ils sauront apprécier davantage cette éducation supérieure que l'Etat leur offre si libéralement.

Sans doute, l'enseignement supérieur des lettres et des

sciences n'a pas pris encore en France, dans l'ensemble de nos études, la place légitime qui lui appartient. Nos Facultés ont l'air d'une chose de luxe, que la France se donne pour n'avoir pas l'air de désertier ses nobles traditions et le rang qu'elle a toujours tenu dans la culture des choses de la pensée. Et de leur côté, nos jeunes générations, besogneuses, pressées et positives semblent ne plus guère se soucier de ce superflu, pourtant si nécessaire. Espérons que de prochaines réformes restitueront à cette éducation supérieure toute sa vertu et son efficacité, en la rendant obligatoire pour la plupart des carrières libérales, et qu'on restreindra enfin la liberté de l'ignorance, dont la jeunesse est trop tentée d'abuser. — Il est nécessaire d'abord qu'une Faculté des lettres ait, comme une Faculté de Droit, ses élèves, qui, pour entrer dans l'enseignement public, justifient par des examens qu'ils en ont été les disciples laborieux et assidus. Mais n'est-il pas souhaitable, en outre, que tous les jeunes gens qui aspirent au barreau ou à la magistrature soient tenus (en même temps qu'ils étudient le Droit) de participer dans une certaine mesure à cette culture littéraire plus élevée? Cela avait toujours été une des nobles traditions de notre vieille Magistrature française, d'associer étroitement le culte des lettres à l'étude de la jurisprudence.

Mais, en attendant ces inévitables réformes, une Faculté, consacrée à l'enseignement supérieur des lettres et libéralement ouverte à tous, ne devrait-elle pas être d'autant plus fréquentée dans nos jours troublés, qu'on y trouve comme un asile et une sorte de sanctuaire, où l'on peut venir, par intervalles, respirer un air plus pur et rasséréner son âme dans l'atmosphère des hautes pensées? Quoi! à l'époque tourmentée où nous vivons, et en présence d'un avenir si plein de mystères, quand tant d'âmes, même vigoureuses, meurtries au contre-coup de si terribles événements, se sentent lassées et vaincues, n'éprouvez-vous donc pas le besoin de sortir un instant de la région des orages et de

venir pacifier ici vos esprits blessés au contact de la vie ; d'y chercher, d'y retrouver, dans la tradition du genre humain et dans le commerce de ces grands esprits et de ces glorieux écrivains, dont nous sommes auprès de vous les interprètes, les principes immuables et immortels de l'ordre moral et social, et d'échapper aux passions du temps, pour entrer dans la sphère des pures idées ? Non pourtant, la rosée, qui se répand le soir sur les plantes fatiguées de la chaleur du jour, n'est pas plus salubre que cette paix intérieure, que les lettres versent comme un dictame merveilleux sur nos cœurs troublés par le spectacle des choses.

Car, pour parler d'abord des Cours de littérature, quel est donc leur objet principal, sinon de nous faire revivre par la pensée dans les grands siècles et avec les grandes âmes du passé ? Ces Maîtres anciens ou modernes, en effet, de la parole humaine, ces orateurs, ces poètes, ces écrivains de toute sorte que nous étudions, qu'est-ce donc après tout que les esprits les plus éminents ou les plus nobles cœurs, qui, pour consacrer les pensées et les sentiments de leur temps, ont su trouver une expression d'une immortelle beauté ? En les lisant ensemble, nous apprenons à les mieux comprendre, à mieux goûter dans leur intimité la science de la vie et du cœur humain dont ils sont pleins, à nous en faire des amis qui soutiennent nos courages aux jours de crise et nous consolent dans l'adversité.

L'histoire des lettres françaises, en particulier, nous apprend à aimer la France encore davantage et à être fiers de cette noble patrie, qui a produit tant et de si beaux génies, l'honneur éternel de l'esprit humain. Si la supériorité des armes a pu nous être un instant disputée, nous sentons qu'il est une autre supériorité que l'on ne saurait de sitôt nous ravir, la puissance de l'esprit, la gloire des lettres. En étudiant cette histoire de son génie, nous comprenons davantage l'ascendant que cette nation prédestinée a exercée sur le monde, et comment elle a pu être tour à

tour pour les autres peuples, selon qu'elle restait plus ou moins fidèle à sa mission, un objet d'amour, d'envie ou d'épouvante.

Même quand nous étudions les lettres antiques, nous autres Français, nous sommes encore chez nous. Ne sommes-nous pas, en effet, les héritiers directs de la Grèce et de Rome? Notre pensée, notre langue ne sont-elles pas, pour la plus grande partie, filles de la leur? En vérité, la France ne se comprendrait presque plus elle-même, si elle rompait avec cette grande tradition et cessait de s'étudier dans ses origines classiques.

Autrefois, dans notre enseignement, nous ne sortions de France que pour étudier Rome et Athènes. Mais aujourd'hui, l'étude des littératures étrangères est entrée dans le cercle classique de notre enseignement supérieur, comme l'étude des langues modernes dans notre enseignement secondaire. A sortir enfin de l'isolement, où l'on nous reprochait de nous enfermer pour nous admirer exclusivement nous-mêmes, nous avons peut-être appris à goûter et à aimer encore davantage notre pays. Mais nous avons appris en même temps à comprendre le génie des autres nations; l'horizon de notre esprit s'y est élargi, notre goût y est devenu plus libéral. Si cependant cette étude des littératures étrangères était jusqu'à présent pour nous une simple curiosité, aujourd'hui c'est un besoin. Il faut entrer dans l'esprit, les mœurs, la science des peuples étrangers. Car notre ignorance, à cet égard, nous a exposés à de trop cruelles surprises. Aujourd'hui, tout homme qui pense, mais surtout tout homme appelé à exercer une influence quelconque sur les affaires de son pays (et qui, à cette heure, n'y est appelé?) doit connaître ses voisins aussi bien que la France. C'est une sorte de géographie morale, que nous ne sommes pas moins tenus d'étudier désormais que la géographie physique.

Cette *Géographie* physique elle-même, dont l'enseignement a été inauguré ici depuis deux ans par M. Pingaud, semble destinée à prendre enfin sa place régulière dans l'ensemble des hautes

études comme dans les classes des lycées. Il n'est personne ici qui ne comprenne l'importance d'une chaire particulièrement destinée à cet enseignement de la géographie. Car nous avons tous à faire notre éducation sur ce point.

Quant à l'*Histoire*, plus que jamais il convient qu'elle garde ce caractère élevé et philosophique, que M. Lacroix a imprimé volontiers dès le commencement à ses leçons, et qui sied si bien à l'enseignement supérieur. Il s'agit moins ici, en effet, d'entrer dans le menu détail des faits et de s'attacher au côté anecdotique des événements, que d'en faire ressortir l'instruction morale, politique et religieuse. Plus que jamais, dans la crise obscure que nous traversons, il importe de dégager, pour en faire l'application à notre situation actuelle, les lois qui semblent présider aux évolutions des peuples, et d'évoquer les enseignements de la philosophie de l'histoire. Le monde est vieux et a bien des choses à nous raconter. L'histoire de la France, en particulier, nous enseignera que, quelque désastreuse et sombre que soit la tempête que nous traversons, notre patrie, dans sa longue et merveilleuse destinée, a essuyé déjà de plus redoutables orages sans y sombrer; et que la divine Providence, qui semble l'avoir choisie pour en faire l'instrument essentiel de la civilisation chrétienne dans le monde, n'a jamais manqué de lui tendre sa main secourable pour la tirer de l'abîme; comme si elle ne la châtiât dans sa miséricorde, quand elle est infidèle à sa vocation, que pour la ramener à lui et à elle-même.

O passi graviora, dabit Deus his quoque finem.

Mais c'est particulièrement au *Cours de philosophie* que je vous convie tous, ô mes jeunes amis, surtout quand il est confié à ce Maître éprouvé, qui a vraiment le feu sacré de la vérité et de la patrie. Dans cette confusion des idées, où notre société s'agite, dans ce malaise dont tant de systèmes insalubres oppriment votre pensée, venez chercher ici un terrain solide pour

y poser vos pieds, une sûre lumière pour éclairer votre route ? Peut-être déjà, déçus par de spécieuses chimères, avez-vous été tentés de chercher en dehors de la philosophie chrétienne la solution des problèmes moraux et politiques qui nous obsèdent ? Mais que vous ont donné ces faux prophètes, cherchant dans l'obscurité, sans Dieu et sans vie future, l'explication de l'énigme et le remède à nos maux ? Vous avez vu à quels abîmes entraînent ces théories, que l'orgueil humain prétendait élever à la hauteur de principes, pour guider le monde moderne dans des voies nouvelles. Espérons que les esprits se désabusent de ces chimères. En vain, nos réformateurs se félicitaient déjà de nous avoir à peu près débarrassés de l'âme : il faut bien que, malgré eux, l'âme renaisse. Justice, amour, beauté, immortalité, conscience, plaisirs de l'âme, traditions de toutes les intelligences qui ont éclairé et orné les temps passés, ne sont point encore choses surannées et dûment ensevelies. Non, quoiqu'aussi vieilles que le monde, il faut, plus que jamais, qu'elles resplendissent sur la tête des nations modernes, comme la nuée lumineuse du désert, pour les guider vers la terre promise. Il faut que les démocraties modernes surtout, si elles ne veulent pas se condamner à une honteuse infériorité à l'égard des pouvoirs qui les ont précédées, arborent ces éternelles et splendides doctrines du genre humain. Vous devez donc revenir aux lieux où s'en conserve pour ainsi dire le dépôt sacré. Ici, la philosophie spiritualiste et chrétienne vous attend pour éclairer à vos yeux tous les problèmes de la vie de l'homme et de la vie des nations, pour vous enseigner les devoirs et les droits de l'homme et du citoyen avec l'autorité d'un bon sens invincible.

Ne vous étonnez pas, Messieurs, si aujourd'hui je m'efforce d'intéresser à vos études votre patriotisme. « La France » disait M. Casimir Périer dans son rapport sur le Budget de 1871 « se remettra avec le temps des épreuves qu'elle subit, mais à la condition de n'oublier un seul instant ni ce que lui coûtent ses

« malheurs, ni ce qu'exige d'elle le soin de les réparer. » — Voilà le mot d'ordre qui s'impose à nous et nous fait à tous des devoirs plus rigoureux dans tous les sens de la vie. Tous, nous devons nous mettre ardemment à l'œuvre, pour toutes les réformes publiques et privées qui, en nous régénérant, nous remettront à notre rang dans le monde ; obligation que nous ne devons pas perdre de vue, si nous ne voulons pas que notre génération reste responsable, devant l'histoire, de la décadence d'un pays qui fut si grand. Trop longtemps nous avons vécu sur le glorieux héritage du passé, oubliant que noblesse oblige. Il faut reprendre notre place parmi les nations et notre rôle dans la civilisation du monde par le travail sérieux, par l'étude austère, par la passion d'accroître par la science et la vertu notre valeur morale, par le culte de notre glorieux passé et notre émulation à en demeurer dignes. Quant à nous, nous nous proposons plus que jamais de diriger notre enseignement dans ce sens à la fois élevé et pratique. Et certes pour cela, ce n'est ni la conscience de nos devoirs qui nous fera défaut, ni le zèle pour les accomplir : que Dieu seulement égale nos forces à notre courage !

---

